

Version	Date	Rédacteur	Vérificateur	Pages	Etat d'avancement
V0	Date	Lucie BUSSON	Mélanie GUESNÉ	8	Séquence ERC dans le cadre de la demande de complément d'examen au cas par cas référencée sous le n°2023-7023 du site de LEVRARD ASSAINISSEMENT de Val-du-Maine

I- Méthode

La présente séquence de mesures « Eviter/Réduire/compenser » a été élaborée selon le document THEMA du Commissariat général au développement durable, du Ministère de la transition écologique et solidaire et du CEREMA. Ce guide, en version janvier 2018, est un outil d'aide à la définition des mesures ERC lors de l'évaluation environnementale.

La méthode consiste, pour chaque impact significatif de l'installation sur le milieu naturel, l'air, le bruit ou le paysage, à définir un type de mesure par séquence selon une catégorie et une sous-catégorie, afin d'éviter, de réduire et de compenser cet impact. Les mesures sont référencées en Annexe 1 de la note de synthèse. La priorité est la mise en place d'une mesure d'évitement afin de supprimer un impact négatif. Dans le cas où celle-ci, par son application, a un effet réducteur et laisse un impact résiduel, elle prendra la place d'une mesure de réduction et une compensation sera envisagée, l'accompagnement étant facultatif.

II- Séquence ERC

La séquence ERC pour le projet est présentée dans le tableau ci-dessous :

Légende des colonnes :

- P/N : Positif ./ Négatif
- D/I : Direct/ Indirect
- T/P : Temporaire/ Permanent
- CT/MT/LT : Court/ Moyen/ Long terme



SEQUENCE ERC
Séquence ERC dans le cadre de la demande de compléments à
l'examen au cas par cas n°2023-7023 du site de LEVRARD
ASSAINISSEMENT de Val-du-Maine



Thèmes	IMPACT BRUT						Mesure E	Descriptif	Performance attendue	Mesure R	Descriptif	Performances attendues	Modalités de suivi	IMPACT RESIDUEL	Mesure C	Descriptif	
	Nature	Cause	Elément permettant d'estimer la gravité	P / N	D / I	T / P											CT MT LT
MILIEUX NATURELS (terrestres, aquatiques et marins)																	
L'eau	Rejet d'eaux traitées potentiellement polluées dans le milieu naturel	Infiltration des eaux issues du process de traitement.	Les eaux traitées sont réutilisées via infiltration par aspersion sur les 3,4 ha de culture de Miscanthus à hauteur de 82 m3/j.	N	D	P	L	E3.2.b et E3.2.c	L'arrêté du 02/08/2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts définit les conditions sanitaires, techniques et règlementaire que suivra LEBVRARD ASSAINISSEMENT pour effectuer ce type d'usage. L'instruction interministérielle du 26/04/2016 précise les modalités d'application de cet arrêté. L'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation sera également respecté. L'arrêté du 21/07/2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 sera respecté. LEVRARD ASSAINISSEMENT a signé un contrat de prestation de services avec Opting Environnement, un prestataire agréé, afin que les eaux traitées soient analysées une fois toutes les deux semaines. Les analyses concerneront les éléments suivants : DCO, MS, Nitrate, Ammoniac et Phosphore. En cas de qualité non conforme, les eaux seront retournées dans le bassin d'aération avec changement	Le processus de contrôle des eaux ainsi que la technique d'irrigation utilisée permettront d'éviter la pollution du sol et de la nappe sous-jacente sur le site.	-	-	-	-	NON		

Thèmes	IMPACT BRUT							Mesure E	Descriptif	Performance attendue	Mesure R	Descriptif	Performances attendues	Modalités de suivi	IMPACT RESIDUEL	Mesure C	Descriptif
	Nature	Cause	Elément permettant d'estimer la gravité	P / N	D / I	T / P	CT MT LT										
									des paramètres de manipulation (taux d'aération principalement) afin de les traiter à nouveau. Dans le cas de qualité conforme, les eaux seront envoyées dans un bassin tampon de 80 m3 de capacité, afin de régulariser le débit sortant, défini par le besoin en irrigation. Un compteur d'eau de type « Endress + Hauser » est installé sur le réseau de refoulement situé à la sortie du bassin tampon. Ce compteur permet de suivre les quantités d'eau irriguées instantanément. Le procédé d'irrigation par aspersion est sera utilisé afin d'apporter une lame d'eau homogène sous forme de fluide. Les concentrations des éléments de l'eau chargée seront donc amoindries au moment de l'infiltration dans le sol.								

Thèmes	IMPACT BRUT							Mesure E	Descriptif	Performance attendue	Mesure R	Descriptif	Performances attendues	Modalités de suivi	IMPACT RESIDUEL	Mesure C	Descriptif
	Nature	Cause	Elément permettant d'estimer la gravité	P / N	D / I	T / P	CT MT LT										
	Prélèvement d'eau souterraine	Prélèvement d'eau souterraine via un puit	<p>D'après la carte "Périmètres de protection des captages dans le département de la Mayenne" conçue et réalisée par DDDM/DEMP en août 2017, le site n'est ni dans un périmètre de protection rapprochée ni dans un périmètre de protection éloignée d'un captage d'eau.</p> <p>Le site n'est pas non-plus situé en Zone de Répartition des Eaux, ce qui signifie que la masse d'eau FRGG020 n'est pas trop sollicitée dans ce secteur. La ZRE la plus proche est le Système Aquifère du Cénomanien et se situe à environ 48 km au Sud-Est du site.</p> <p>Un puits de forage est présent sur site et sera utilisée pour l'activité de LEVRARD ASSAINISSEMENT. Il est prévu un prélèvement de 8 000 m3 par an d'eau à un débit de 1,3 m3/H via ce puits.</p> <p>Selon l'étude réalisée par Hygéa dans le cadre de la déclaration du forage pour le site, l'incidence piézométrique du prélèvement sur la ressource sera très faible, en raison du faible débit et du faible volume d'exploitation envisagé et des bonnes propriétés hydrodynamiques du forage. L'incidence de l'exploitation du forage sur les eaux superficielles est considérée, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, en hautes eaux comme en étiage, comme faible, en raison du faible volume annuel exploité et du débit d'exploitation envisagé. L'exploitation du forage ne modifiera pas le comportement général du bassin versant, compte tenu des faibles prélèvements envisagés.</p>	-	D	P	M	-	-	-	-	-	-	-	NON		

Thèmes	IMPACT BRUT							Mesure E	Descriptif	Performance attendue	Mesure R	Descriptif	Performances attendues	Modalités de suivi	IMPACT RESIDUEL	Mesure C	Descriptif
	Nature	Cause	Elément permettant d'estimer la gravité	P / N	D / I	T / P	CT MT LT										
L'air et le climat	Emissions de gaz de combustion moteur et de poussières (soulevées par le roulage des engins et des installations mobiles).	Rejets atmosphériques des engins à moteurs thermiques (camions citernes et camions semi-remorque) émis lors de l'exploitation de la plateforme.	Les engins (circulation sur la plateforme, dépotage des camions) rejettent environ 0,17 kg/h de CO, et 0,44 kg/h de NOx. L'association Air Pays de la Loire a publié en septembre 2018, le rapport BASEMIS, qui est un inventaire des consommations d'énergie, de la production en énergie renouvelable, des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques. L'inventaire permet d'obtenir des données d'émissions en fonction des EPCI et des départements. Voici les résultats de l'inventaire, à l'échelle du département de la Mayenne. Monoxyde de carbone : 10 597 669 kg Oxydes d'azote : 5 657 069 kg Particules fines (PM10) : 2 312 518 kg (source : Rapport BASEMIS 2016) Les rejets émis par les camions de LEVRARD ASSAINISSEMENT représentent donc un très faible pourcentage des rejets du département.	N	D	P	M	-	-	-	R1.2.a et R1.2.c	L'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation sera également respecté. La répartition géographique des sites LEVRARD ASSAINISSEMENT permettra de réduire les distances parcourues par les véhicules lors des livraisons de boues sur le site.	Les émissions liées à la circulation des véhicules nécessaire au fonctionnement du site seront limitées.	-	OUI	C3.2.c	Les eaux traitées seront utilisées à des fins d'irrigation de plantations de Miscanthus directement sur site, ce qui limite les déplacements et capter du dioxyde de carbone. Le miscanthus permettra aussi de limiter le ruissellement et l'érosion, filtrer les substances actives dans l'eau et proposer un refuge favorable à la biodiversité.
Le sol et les terres	Modification de la topographie du site et imperméabilisation	Aplanissement et imperméabilisation d'une partie supplémentaire de la parcelle.	Les installations existantes sont déjà sur une plateforme bétonnée. Cette dernière sera agrandie mais ne prendra qu'environ ¼ de la surface de la parcelle. Le reste de la parcelle étant végétalisée : 3,4 ha de culture de Miscanthus et le reste laissé à l'état semi-naturel. La topographie de la zone nouvellement imperméabilisée sera donc aplanie. La surface imperméabilisée totale représentera dorénavant 7 700 m².	N	D	P	L	-	-	-	-	-	-	-	NON		
	Pollution des sols	Ruissellement des eaux pluviales sur les installations et les voiries, infiltration de ces eaux polluées.		N	D	P	L	E3.2.b	Les aires de stockages, de dépotage, et de circulation seront bétonnées et sur rétention. Les jus de ruissellement des aires de stockage seront reconduits vers le premier bassin de regroupement des boues à traiter. Les eaux pluviales de voiries seront conduites à une noue plantée pour un prétraitement biologique afin d'éviter toute pollution accidentelle des sols par fuite de camion. Le puits est bétonné donc ne risque pas de recevoir des pollutions par écoulement. Un clapet anti-retour et des vannes assureront	Les eaux potentiellement polluées ne pourront pas atteindre les sols, ce qui empêchera toute pollution.	-	-	-	-	NON		



SEQUENCE ERC
Séquence ERC dans le cadre de la demande de compléments à
l'examen au cas par cas n°2023-7023 du site de LEVRARD
ASSAINISSEMENT de Val-du-Maine



Thèmes	IMPACT BRUT							Mesure E	Descriptif	Performance attendue	Mesure R	Descriptif	Performances attendues	Modalités de suivi	IMPACT RESIDUEL	Mesure C	Descriptif
	Nature	Cause	Elément permettant d'estimer la gravité	P / N	D / I	T / P	CT MT LT										
									également une limitation des risques de pollution.								
ENVIRONNEMENT HUMAIN																	
Agriculture et sylviculture	Changement de destination d'une parcelle.	La parcelle 0042 initialement à destination d'un activité agricole uniquement changera de destination pour un usage économique.	La zone du projet est située en zone agricole. Elle est d'ailleurs en limite de parcelles agricoles. Pour autant, la parcelle sur laquelle les installations sont aménagées, est déjà propriété de LEVRARD ASSAINISSEMENT, qui exploitait déjà la parcelle pour une utilisation autre que l'agriculture. Le nouvel aménagement sera l'occasion de cultiver 3,4 ha de Miscanthus donc il s'agit là d'un retour à l'utilisation du sol tel que prévu par Corine Land Cover 2018. En revanche, une partie du site en zonage Agricole du PLUi accueillera un partie de l'installation du site ainsi que l'accès au site. Elle devra donc subir un changement de destination avec une zone agricole à activité économique (AE). Cette parcelle sera pour partie imperméabilisée car elle accueillera l'entrée du site une partie du processus de pesée.	-	D	P	L	-	-	-	R2.2.p	La surface imperméabilisée sur la nouvelle parcelle 0042 sera limitée au strict minimum.	La parcelle ne sera pas entièrement imperméabilisée, une partie restera végétalisée ce qui préservera les interactions physiques et biologiques.	-	OUI		
Bruit	Emissions de bruits	Circulation des véhicules VL et PL et dépotage des véhicules.	Le projet est situé dans une zone principalement agricole avec peu de riverains. Lors de l'exploitation, les principales sources de bruits seront dues à la circulation des véhicules (PL et VL) et aux dépotages des véhicules. Les allers-retours (dépotages et ramassages) des camions sont estimés au nombre de 4 à 7 par jour. Les installations techniques susceptibles d'émettre des bruits seront situées dans des bungalows fermés. Les seules installations extérieures émettrices sont le système d'arrosage et d'aération des bassins, ainsi que le retournement du compost par une chargeuse, réalisé une fois tous les deux mois. Aucun riverain n'est situé à proximité du site et les haies constitueront un écran naturel qui limitera la propagation du bruit.		D	P	M	-	-	-	R2.2.a et R2.2.p	La vitesse sera limitée sur le site et les moteurs seront à l'arrêt pendant les phases de déchargement / chargement. Les trajets des véhicules légers du personnel et des camions de l'exploitation seront réduits au strict nécessaire. Comme l'exige l'arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, une mesure des niveaux d'émission sonore sera réalisée périodiquement par un organisme agréé afin d'assurer le respect des niveaux de bruits et des valeurs limites d'émergence le cas échéant.	Les émissions de bruit respecteront l'arrêté et seront réduites au maximum.	Réalisation d'une mesure par un organisme agréé dans le premier trimestre après la mise en service de l'installation modifiée. La périodicité des mesures effectuées par la suite sera définie par l'arrêté d'Autorisation .	OUI		

Thèmes	IMPACT BRUT						Mesure E	Descriptif	Performance attendue	Mesure R	Descriptif	Performances attendues	Modalités de suivi	IMPACT RESIDUEL	Mesure C	Descriptif
	Nature	Cause	Elément permettant d'estimer la gravité	P / N	D / I	T / P	CT MT LT									
Odeurs	Emissions d'odeurs		Les habitations les plus proches sont situées à environ 115 m au nord-ouest et 130 m au sud-est des installations.L’activité sera réalisée en extérieur. Il est donc possible qu’en cas de pluie, les odeurs se fassent sentir.Durant le process, les différentes phases s’enchaîneront rapidement afin d’éviter une stagnation des déchets dans les bassins.Les viscères et plumes ramassées occasionnellement sur route seront retirées par un prestataire agréé à intervalles irréguliers selon les besoins. Le maximum stocké sur site sera de 29 tonnes, ce qui évitera un stockage trop long et une fermentation trop avancée dans la benne biologique. La rotation se fera de manière plus régulière en période estivale pour éviter les odeurs dues aux fortes chaleurs. La benne sera bâchée pour limiter également les émanations d’odeurs avec le vent.	-	D	P	M	-	-	-	R2.2.b, R2.2.c et R2.2.p L’article 29 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, indique :« Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.Le débit d'odeur est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m3/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, à ne pas dépasser. »Concernant les déchets de nature animale, l'activité liée sera ponctuelle. Ces déchets seront stockés dans des container bâchés et ne seront pas traités sur site. Les eaux seront traitées par aération afin d’éviter un maximum d'odeur et les eaux ne stagneront pas dans les bassins ce qui évitera la fermentation et l'émission d'odeur.	Les gênes occasionnées par les odeurs et pouvant impactées la population ainsi que la faune seront réduites au strict minimum.	Réalisation d'une mesure par un organisme agréé dans le premier trimestre après la mise en service de l'installation modifiée. La périodicité des mesures effectuées par la suite sera définit par l'arrêté d'Autorisation .	OUI		

Thèmes	IMPACT BRUT							Mesure E	Descriptif	Performance attendue	Mesure R	Descriptif	Performances attendues	Modalités de suivi	IMPACT RESIDUEL	Mesure C	Descriptif
	Nature	Cause	Elément permettant d'estimer la gravité	P / N	D / I	T / P	CT MT LT										
Sécurité publique	Impact sur la sécurité publique	Les principaux dangers qui sont présents sur le site sont : <ul style="list-style-type: none"> Des risques d'accidents corporels liés à la présence d'engins, de véhicules, Des risques d'incendie liés à la montée de température du compost combustible, Des risques de chute et de noyage au niveau du bassin aérobie et du bassin de régulation de sortie. La circulation des engins sur les routes induira des risques d'accident pour les usagers de ces voies.	Toutes les personnes venant à pénétrer sur le site seront exposés aux risques listés.	-	D	P	M	-	-	-	R2.2.s	Pour éviter toute personne non autorisée à pénétrer sur le site par mégarde, ce dernier est fermé par une clôture. Des panneaux d'avertissement du danger et d'interdiction d'entrer seront affichés à l'entrée du site. L'entrée est contrôlée par le personnel lorsqu'il est en activité et le site est fermé par un portail lorsqu'il n'y a pas d'activité. En cas de détection de mouvement en période nocturne, une lumière artificielle s'allumera pour une durée de 15 min. Les arrêtés ministériels de prescriptions sont en place et seront respectés par rapport aux mesures de sécurité. Des mesures de prévention adaptées seront mises en place sur site.	Aucune personne non autorisée n'accèdera au site.	-	OUI		

Annexe 1 : Mesures de la séquence ERC(A)

Type, Catégories et Sous-catégories

	<u>Siège social :</u> 40 rue de l'Abbe Angot 53340 VAL-DU-MAINE
	<u>Site du projet :</u> VAL-DU-MAINE



Evitement		
Type	Catégorie	Sous-catégorie
E1 Evitement "amont"	E1.1 Phase de conception du dossier de demande	E1.1.a Evitement des populations connues d'espèces protégées ou à fort enjeux et/ou de leurs habitats
		E1.1.b Evitement des sites à enjeux environnementaux et paysagers majeurs du territoire
		E1.1.c Redéfinition des caractéristiques du projet
		1.1.d Autre :
E2 Evitement géographique	E2.1 Phase travaux	E2.1.a Balisage préventif divers ou mise en défens ou dispositif de protection d'une station d'une espèce patrimoniale, d'un habitat d'une espèce patrimoniale, d'habitats d'espèces ou d'arbres remarquables
		E2.1.b Limitation/positionnement adapté des emprises des travaux
		E2.1.c Respect des prescriptions d'un APG :
		E2.1.d Autre :
E3 Evitement technique	E3.1 Phase travaux	E3.1.a Absence de rejet dans le milieu naturel (air, eau, sol, sous-sol)
		E3.1.b Respect des prescription d'un APG :
		E3.1.c Autre :
	E3.2 Phase d'exploitation/fonctionnement	E3.2.a Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ou susceptible d'impacter négativement le milieu
		E3.2.b Redéfinition/Modification/Adaptation des choix d'aménagement, des caractéristiques du projet :
		E3.2.c Respect des prescriptions d'un APG :
E4 Evitement temporel	E4.1 Phase travaux	E4.1.a Adaptation de la période des travaux sur l'année
		E4.1.b Adaptation des horaires de travaux (en journalier)
		E4.1.c Respect des prescriptions d'un APG :

	E4.2 Phase d'exploitation/Fonctionnement	E4.1.d Autre :
		E4.2.a Adaptation des périodes d'exploitation/d'activité/d'entretien sur l'année
		E4.2.b Adaptation des horaires d'exploitation/d'activité/d'entretien (fonctionnement diurne, nocturne, tenant compte des horaires de marées)
		E4.2.c Respect des prescriptions d'un APG :
		E4.2.d Autre :
/	/	/

Tableau 1 : Mesures de la séquence d'évitement selon le Guide THEMA "Evaluation environnementale - Guide d'aide à la définition des mesures ERC" de Janvier 2018

Réduction		
Type	Catégorie	Sous-catégorie
R1 Réduction géographique	R1.1 Phase travaux	R1.1.a Limitation/adaptation des emprises des travaux et/ou des zones d'accès et/ou des zones de circulation des engins de chantier
		R1.1.b Limitation/adaptation des installations de chantier
		R1.1.c Balisage préventif divers ou mise en défens (pour partie) ou dispositif de protection d'une station d'une espèce patrimoniale, d'un habitat d'une espèce patrimoniale, d'habitats d'espèces ou d'arbres remarquables
		R1.1.d Respect des prescriptions d'un APG :
	R1.2 Phase exploitation/fonctionnement	R1.1.e Autre :
		R1.2.a Limitation (/adaptation) des emprises du projet
		R1.2.b Balisage définitif divers ou mise en défens définitive (pour partie) ou dispositif de protection définitif d'une station d'espèce patrimoniale, d'un habitat d'une espèce patrimoniale, d'habitats d'espèces ou d'arbres remarquables
		R1.2.c Respect des prescriptions d'un APG :
		R1.2.d Autre :
R2 Réduction technique	R2.1 Phase travaux	R2.1.a Adaptation des modalités de circulation des engins de chantier
		R2.1.b Mode particulier d'importation de matériaux et/ou d'évacuation des matériaux, déblais et résidus de chantier : transport fluvial, transport ferroviaire, etc.
		R2.1.c Optimisation et gestion des matériaux (déblais et remblais)
		R2.1.d Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier
		R2.1.e Dispositif préventif de lutte contre l'érosion des sols
		R2.1.f Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

		R2.1.g Dispositif limitant les impacts liés au passage des engins de chantier
		R2.1.h Clôture et dispositif de franchissement provisoires adaptés aux espèces animales cibles
		R2.1.i Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation
		R2.1.j Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines
		R2.1.k Dispositif de limitation des nuisances envers la faune
		R2.1.l Maintien d'un débit minimum "biologique" de cours d'eau
		R2.1.m Maintien d'une connexion latérale (espèces aquatiques)
		R2.1.n Récupération et transfert d'une partie du milieu naturel
		R2.1.o Prélèvement ou sauvetage avant destruction de spécimens d'espèces :
		R2.1.p Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux
		R2.1.q Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu
		R2.1.r Dispositif de repli du chantier
		R2.1.s Respect des prescriptions d'un APG :
		R2.1.t Autre : G32:G34
	R2.2 Phase exploitation/fonctionnement	R2.2.a Action sur les conditions de circulation (ferroviaire, routier, aérien, maritime)
		R2.2.b Dispositif de limitation des nuisances envers les populations humaines
		R2.2.c Dispositif de limitation des nuisances envers la faune
		R2.2.d Dispositif anticollision et d'effarouchement (hors clôture spécifique)
		R2.2.e Passage supérieur faune/Ecopont (spécifique ou mixte)
		R2.2.f Passage inférieur à faune (spécifique ou mixte)
		R2.2.g Dispositif complémentaire au droit d'un passage (supérieur ou inférieur) afin de favoriser sa fonctionnalité
		R2.2.h Dispositif de franchissement piscicole
		R2.2.i Maintien d'un débit minimum "biologique" de cours d'eau
		R2.2.j Clôture spécifique (y compris échappatoire) et dispositif anti-pénétration dans les emprises

		R2.2.k Plantation diverses : sur talus type up-over ("tremplin vert") ou visant la mise en valeur des paysages
		R2.2.l'Installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet ou à proximité
		R2.2.m Dispositif technique limitant les impacts sur la continuité hydraulique
		R2.2.n Optimisation de la gestion des matériaux (déblais et remblais)
		R2.2.o Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet
		R2.2.p Respect des prescription d'un APG :
		R2.2.q Dispositif de gestion et traitement des eaux pluviales et des émissions polluantes
		R2.2.r Autre :
R3 Réduction temporelle	R3.1 Phase travaux	R3.1.a Adaptation de la période des travaux sur l'année
		R3.1.b Adaptation des horaires des travaux (en journalier)
		R3.1.c Respect des prescriptions d'un APG :
		R3.1.d Autre :
	R3.2 Phase exploitation/fonctionnement	R3.2.a Adaptation des périodes d'exploitation/d'activité/d'entretien sur l'année
		R3.2.b Adaptation des horaires d'exploitation/d'activité/d'entretien (fonctionnement diurne, nocturne, tenant compte des horaires de marée)
		R3.2.c Respect des prescription d'un APG :
		R3.2.d Autre :
/	/	/

Tableau 2 : Mesures de la séquence de réduction selon le Guide THEMA "Evaluation environnementale - Guide d'aide à la définition des mesures ERC" de Janvier 2018

Compensation		
Type	Catégorie	Sous-catégorie
C1 Création/Renaturation de milieux	C1.1 Action concernant tous type de milieux	C1.1.a Création ou renaturation d'habitats et d'habitats favorables aux espèces cibles et à leur guide :
		C1.1.b Aménagement ponctuel (abris ou gîtes artificiels pour la faune) complémentaire à une mesure C1.1.a ou C2
		C1.1.c Respect des prescriptions d'un APG :
		C1.1.d Autre :
C2 Restauration/Réhabilitation	C2.1 Action concernant tous types de milieux	C2.1.a Enlèvement des dispositifs d'aménagements antérieurs (déconstruction) hors ouvrages en eau
		C2.1.b Enlèvement/traitement d'espèces exotiques envahissantes (EEE)
		C2.1.c Etrépage/Décapage/Décassement du sol ou suppression de remblais
		C2.1.d Réensemencement de milieux dégradés, replantation, restauration de haies existantes mais dégradés
		C2.1.e Réouverture du milieu par débroussaillage d'espèces ligneuses, abatages d'arbres, etc.
		C2.1.f Restauration de corridor écologique
		C2.1.g Aménagement ponctuel (abris ou gîtes pour la faune) complémentaire à une autre mesure C2
		C2.1.h Respect des prescriptions d'un APG :
		C2.1.i Autre :
	C2.2 Actions spécifiques aux cours d'eau (lit mineur + lit majeur), annexes hydrauliques, étendues d'eau stagnantes, zones	C2.2.a Reprofilage/Restauration de berges (y compris suppression des protections)
		C2.2.b Amélioration/entretien d'annexes hydrauliques/décolmatage de fond et action sur la source du colmatage

	humides et littoraux soumis au balancement des marées	C2.2.c Reconnexion d'annexes hydrauliques avec le cours d'eau/reconnexion lit mineur/lit majeur/Restauration de zones de frayères
		C2.2.d Restauration des conditions hydromorphologiques du lit mineur de cours d'eau
		C2.2.e Restauration des modalités d'alimentation et de circulation de l'eau au sein d'une zone humide
		C2.2.f Restauration de ripisylves existantes mais dégradées
		C2.2.g Modification ou équipement d'ouvrage existant
		C2.2.h Arasement ou dérasement d'un obstacle transversal, d'un seuil, d'un busage
		C2.2.i Aménagement d'un point d'abreuvement et mise en défens des berges ou de l'estran
		C2.2.j Autre :
C3 Evolution des pratiques de gestion	C3.1 Abandon ou changement total des modalités de gestion antérieures	C3.1.a Abandon ou forte réduction de tout traitement phytosanitaire
		C3.1.b Abandon ou forte réduction de toute gestion : îlot de senescence, autre :
		C3.1.c Changement des pratiques culturales par conversion de terres cultivées ou exploitées de manière intensive
		C3.1.d Respect des prescriptions d'un APG :
		C3.1.e Autre :
	C3.2 Simple évolution des pratiques de gestion	C3.2.a Modification des modalités de fauche et/ou de pâturage ou modification de la gestion des niveaux d'eau
		C3.2.b Mise en place de pratiques de gestion alternatives plus respectueuses des milieux :
		C3.2.c Modification des modalités de gestion de la fréquentation humaine
		C3.2.d Respect des prescriptions d'un APG :
		C3.2.e Autre :
/	/	/

Tableau 3 : Mesures de la séquence de compensation selon le Guide THEMA "Evaluation environnementale - Guide d'aide à la définition des mesures ERC" de Janvier 2018

Accompagnement		
Type	Catégorie	Sous-catégorie
A1 Préservation foncière	A1.1 Cas dérogatoire des lignes directrices ERC	A1.1.a Acquisition de parcelle sans mise en œuvre d'action écologique complémentaire
	A1.2 Site en bon état de conservation	A1.2.a Acquisition de parcelle sans mise en œuvre d'action écologique complémentaire. Le milieu acquis peut ne pas respecter la condition d'équivalence écologique
A2 Pérennité des mesures compensatoires C1 à C3 et A1	/	A2.a Mise en place d'un outil réglementaire du code de l'environnement ou du Code Rural et de la pêche maritime ou du code de l'urbanisme :
		A2.b Rattachement du foncier à un réseau de sites locaux :
		A2.c Cession/rétrocession du foncier :
		A2.d Mise en place d'obligations réelles environnementales
A3 Rétablissement	/	A3.a Aménagement ponctuel (abris ou gîtes artificiels pour la faune)
		A3.b Aide à la recolonisation végétale
		A3.c Autre :
A4 Financement	A4.1 Financement intégral du maître d'ouvrage	A4.1.a Aide financière au fonctionnement des structures locales
		A4.1.b Approfondissement des connaissances relatives à une espèce ou un habitat endommagé, aux paysages, à la qualité de l'air et aux niveaux de bruit :
		A4.1.c Financement de programmes de recherche
		A4.1.d Autre :
	A4.2 Contribution d'un politique publique	A4.2.a Contribution financière au déploiement d'actions prévues par un document couvrant le territoire endommagé

		A4.2.b Contribution au financement de la réalisation de document d'action en faveur d'une espèce ou d'un habitat endommagé par le projet
		A4.2.c Financement de programmes de recherche
		A4.2.d Autre :
A5 Actions expérimentales	/	A5.a Action expérimentale de génie-écologique
		A5.b Action expérimentale de renforcement de population ou de transplantation d'individus/translocation manuelle ou mécanique
		A5.c Autre :
A6 Action de gouvernance/sensibilisation/communication	A6.1 Gouvernance	A6.1.a Organisation administrative du chantier
		A6.1.b Mise en place d'un comité de suivi des mesures
		A6.1.c Autre :
	A6.2 Communication, sensibilisation ou de diffusion des connaissances	A6.2.a Action de gestion de la connaissance collective
		A6.2.b Déploiement d'actions de communication
		A6.2.c Déploiement d'actions de sensibilisation
		A6.2.d Dispositif de canalisation du public ou de limitation des accès
		A6.2.e Autre :
A7 Mesure "paysage"	/	A7.a Aménagements paysagers d'accompagnement du projet dans les emprises et hors emprises
A8 "Moyens" concourant à la mise en œuvre d'une MC	/	A8.a A préciser :
A9 Autre	/	A9.a Mesure d'accompagnement ne rentrant dans aucune des catégorie A1 à A8 :
/		/

Tableau 4 : Mesures de la séquence d'accompagnement selon le Guide THEMA "Evaluation environnementale - Guide d'aide à la définition des mesures ERC" de Janvier 2018